Birmanie : des massacres d’hindous auraient été perpétrés par les Rohingyas selon Amnesty International. MàJ : Pendant ce temps, plus de 8000 Kachins chrétiens exilés suite à la reprise des combats de l’État birman contre les rebelles Kachins et Shans

25/05/2018 à 2h00

25/05

Depuis début avril, de nouveaux affrontements ont lieu entre l’armée birmane et les groupes rebelles de l’Armée pour l’indépendance du Kachin (KIA) et de l’Armée de libération nationale ta’ang (TNLA), dans les États Kachin et Shan au nord du pays. Plus de huit mille personnes ont dû fuir leur domicile. Plus de 90 % de la population de la région est chrétienne, et les personnes déplacées ont pu trouver refuge dans les églises.

La reprise des combats entre l'armée birmane et les rebelles, dans l'État Kachin au nord du pays, ont entraîné la fuite de milliers de personnes depuis début avril, qui ont dû trouver refuge dans les églises. Le père Pierre Hka Awng tu, curé de la cathédrale Saint-Colomban de Myitkyiana, signale que plus de six cents réfugiés d'Ingyanyang ont fui l'escalade des violences dans le nord de l'État. L'Église a demandé aux militaires l'autorisation d'accueillir les réfugiés, affirme le père Awng Tu. Le prêtre ajoute que près de deux mille personnes ont déjà trouvé refuge dans les églises de Myitkyina, Tanai, Tangphre et Namti. Un autre groupe de deux cents personnes s'est également réfugié dans un camp d'accueil pour les personnes déplacées dirigé par l'Église, à Waimaw près de Myitkyina. « *La situation est inquiétante.* ***À cause de l'attaque des militaires dans plusieurs villages au Kachin, de plus en plus de personnes fuient leurs maisons*** », s'alarme le père Awng Tu. Depuis le 11 avril, plus de six cents personnes se sont retrouvées piégées dans la jungle, **près de la région minière (riche en or et en ambre) de Tanai**. La semaine dernière, elles ont pu rejoindre les villages alentours grâce à l'aide de plusieurs groupes d'Église.
Environ 90 % de la population de l'État Kachin est chrétienne. **Elle est confrontée à des conflits réguliers depuis plusieurs décennies. Depuis 2011, plus de cent mille personnes ont été déplacées dans les États Kachin et Shan**. (…)

Ces combats posent à nouveau la question du degré d'influence de la conseillère d'État, Aung San Suu Kyi, sur l'armée. (…)

EDA

24/05

Un groupe armé rohingya brandissant des fusils et des épées est responsable d'au moins un massacre, et probablement d'un second, dont **le nombre de victimes pourrait s'élever jusqu'à 99 femmes, hommes et enfants hindous**, ainsi que d'autres homicides illégaux et enlèvements de villageois hindous en août 2017, a révélé Amnesty International à l'issue d'une enquête approfondie dans l'État d'Arakan, au Myanmar.

(…)

Des hommes armés habillés en noir et des villageois rohingyas en tenue ordinaire ont rassemblé plusieurs dizaines de femmes, d'hommes et d'enfants hindous. **Ils les ont dévalisés, attachés et leur ont bandé les yeux avant de les faire marcher jusqu'à la sortie du village, où ils ont séparé les hommes des femmes et des enfants. Quelques heures après, les combattants de l'ARSA ont exécuté 53 de ces Hindous, en commençant par les hommes.**

Huit femmes hindoues et huit de leurs enfants ont été enlevés et épargnés, après que les combattants de l'ARSA eurent forcé les femmes à accepter de se « convertir » à l'islam. Les survivants ont été contraints à fuir au Bangladesh avec les combattants au bout de plusieurs jours, avant d'être rapatriés au Myanmar en octobre 2017 avec le soutien des autorités des deux pays.

(…)

Amnesty International a également recueilli des informations faisant état de la responsabilité de l'ARSA dans **d'autres homicides et attaques violentes** visant des membres d'autres minorités ethniques et religieuses.

(…)

Lors d’une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies la semaine dernière, le représentant permanent du Myanmar a reproché à certaines personnes au sein des Nations unies de n’«écouter qu’une partie de l’histoire » et de ne pas reconnaître les atteintes aux droits humains commises par l’ARSA.

(…)

Amnesty International